

Labdoc

Regulation

Le Role du Droit dans le Tiers Secteur / El Rol del Derecho en el Tercer Sector / The Role of Law in the Third Sector

First European conference Of ISTR and Emes. Concepts of the third-sector :The European debate Civil Society, Voluntary Organizations, Social and Solidarity-Based Economy

Conference proceedings

PANEL *La recherche sur les associations: nouvelles perspectives pluridisciplinaires (in French)* Chair: Patrick GILBERT (IAE de Paris), Laurent GARDIN (LISE - CNAM/CNRS) avec François ROUSSEAU (PREG- Ecole Polytechnique/CNRS), L'organisation militante ; Jean-François DRAPERI (CNAM), Pour l'économie sociale ; Jean-Pierre BRÉCHET, Nathalie SCHIEB-BIENFAIT, Caroline URBAIN: La construction de la concurrence, Projets des acteurs et régulations dans l'univers des services à domicile aux personnes âgées ; Adriana RUIZ-RESTREPO, Le rôle du droit dans le tiers secteur ; Sophie RIEUNIER (Gregor/IAE de Paris), Comment faire face à la maturité du marché de la collecte de fonds pour une association de solidarité ?; Philippe EYNAUD (Gregor/IAE de Paris), Le facteur technologique dans la gouvernance associative

2005

Adriana Ruiz-Restrepo

LE ROLE DU DROIT DANS LE TIERS SECTEUR

L'Europe va au delà de ses frontières, en tant qu'idée, elle porte les piliers mêmes de la démocratie. Résultant du parcours historique européen, l'Etat de droit, l'Etat Nation et le catalogue des Droits de l'Homme constituent les axes d'un ample nombre d'ordonnements juridiques dans le monde.

Le nouveau chapitre de l'élargissement de l'Union pose le défi démocratique de bâtir une citoyenneté européenne, à partir de vingt-cinq nations différentes, dans un temps difficile pour la démocratie. Outre le désengagement des partis politiques, l'appareil démocratique peut se passer de ses citoyens et continuer à marcher grâce à une excessive bureaucratie de l'espace public et d'une *hyper* représentation de ses autorités exécutives. C'est pourquoi l'existence d'un système solide et flexible pour porter la nouvelle participation de la société civile organisée dans l'espace public, constitue un fondement indispensable pour forger une Union Européenne *meta* institutionnelle.

Des efforts pour doter de normes, et de cadres légaux aux organisations qui véhiculent ce type de nouvelle participation existent depuis un temps. Cependant ceux connus par ma recherche se circonscrivent à l'étude des règles ou de son absence. Avec un esprit de complémentarité, mon hypothèse propose que l'identité du secteur et la définition de son champ d'action dépend des principes juridiques qui gouvernent l'ensemble des règles. Bien que la doctrine ne soit pas en capacité de créer un principe juridique il est possible de l'entrevoir dormant dans les règles et donc de présenter *le principe de solidarité* comme principe d'ordre dans ce secteur ou système riche d'organisations citoyennes diverses.

Les coopératives, associations et fondations, (ONGs) organisations de bénévolat, commissions citoyennes de vérification, et mutuelles sont des types de personnes morales qui, comme tout autre activité organisée en société ressentent le besoin d'une identité générique ; un niche de classification pour mieux définir leur domaine d'action. Tel que *l'appel de contributions* le permet d'entrevoir plusieurs univers existent pour classer ces organisations: Tiers Système ou Tiers Secteur -celui que j'utiliserai dorénavant dans son acception plus ample- Secteur Associatif, Economie Solidaire, Société Civile Organisée, Economie Sociale, Secteur Sans But Lucratif, Secteur Bénévole et Entrepreneuriat Social, sont, entre autres, d'appellations génériques pour divers groupes d'organisations citoyennes à portée non privée poursuivant un objectif public, soit il collectif ou générale.

Chacun de ces univers se façonnent d'après l'importance qui s'octroie à certaines caractéristiques de ces organisations. Ainsi, par exemple, la lucrativité qui représente le remboursement final des apports permet d'inclure les coopératives dans l'économie solidaire mais les exclut du secteur sans but lucratif. Le substrat patrimonial, de sa part, exclut les fondations du secteur associatif mais les inclut dans le Tiers Secteur. D'autres critères de distinction comme le degré d'insertion dans le marché, la dépendance ou non des subventions, ou le degré d'engagement bénévole au sein de l'organisation, servent à structurer les autres univers énoncés. La question qui surgit donc de cette vaste scène c'est pourquoi existent-il autant des univers de classification au lieu d'un seul genre sans équivoque?

Au moins deux réponses préliminaires : (i) il s'agit d'un phénomène récent dont l'étude l'est aussi, et (ii) si bien la doctrine a détecté des caractéristiques et critères permettant de mettre en évidence le fond de ce phénomène de société, et faire même des regroupements et mensurations, jusqu'à maintenant, nous n'avons encore saisi la nature même de ce que nous essayons de cerner. En effet, le plus important constat dans la phase initiale de ma recherche de thèse à Paris II, sur la collaboration contractuelle et extracontractuelle entre l'Etat et la société civile organisée en France et Colombie notamment, fut la méconnaissance de la nature juridique du Tiers Secteur. C'est pourquoi ma recherche a dû se détourner

vers l'analyse approfondie de l'existence de ce type de sujets de droit et obligations en société. C'est-à-dire, une exploration vers le constitutionnel de ce domaine ni étatique ni marchande investisseur.

Le point de parti a été pris de la *praxis*, afin de permettre une constatation objective et servir de base, sinon inamovible, assez stable pour l'exercice d'interprétation inductive. La réflexion sur la nature juridique du Tiers Secteur se supporte donc sur deux prémisses : (a) la manifestation du phénomène à travers de personnes juridiques inscrites dans la société, et par conséquent, (b) l'existence des règles qui les gouvernent, du moins, dans leur création, financement et fiscalité.

A ce point du développement des organisations, le rôle du droit ne consiste pas à leur donner des règles car il y en a assez. Il s'agit d'être efficace à ordonner le phénomène à partir de l'identification de sa nature juridique en la sauvegardant à travers l'évolution de ce secteur ou système. Un rôle similaire à celui de la nature et principe d'égalité informant un régime démocratique.

Pour dégager la nature juridique des règles il est nécessaire, dans une *première partie*, de relever le droit présent dans le Tiers Secteur. Pour ceci il faut (a) comprendre l'association et la propriété privé en tant que droits subjectifs accrédités aux individus et (b) appréhender le sens d'un droit objectif privilégié -en matière fiscale et contractuelle par exemple- répandue dans divers ordonnancements occidentaux.

Une *deuxième partie*, basée sur l'aperçu de la première, et complétée d'une analyse jurisprudentielle, vise à expliquer un principe de solidarité sous jacent aux organisations et l'esprit de ses règles. Pour ce propos il est indispensable d'une part (a) de retracer l'origine de la solidarité dans la *res publica*, particulièrement à travers le parcours politique de l'individu -d'assujetti du roi au citoyen contemporain- ainsi qu'à esquisser la solidarité comme valeur compréhensive -quoique graduelle- des notions d'entraide et philanthropie affichés par les organisations en cause. D'autre part, (b) il s'agit de démontrer le besoin de tirer un principe juridique de la logique citoyenne de solidarité que, comme celle de l'intérêt général pour le secteur étatique ou d'investissement pour le secteur traditionnel du marché, dynamise ce phénomène au sein des sociétés. Pour ce propos l'utilisation des exemples pratiques provenant des divers pays occidentaux permettra d'exposer l'utilité de ce principe comme facteur de cohésion et d'ordre pour le Tiers Secteur et ses rapports avec les pouvoirs publics, le secteur investisseur et la communauté.

Le rôle du droit dans le Tiers Secteur est une démarche qui intéresse l'Europe. Diverses études ainsi que des efforts pour compter sur des statuts européens pour les différentes organisations, font preuve de l'attention portée à ce sujet.

Face à cet intérêt, cette lecture sur le principe de solidarité comme facteur d'ordre et d'identité pour le Tiers Secteur aspire à s'insérer dans cet exercice. Et même, à poser la question sur le besoin d'avancer vers un droit spécialisé pour le secteur, un *droit des organisations solidaires*. Un système qui serait utile, d'une part, à une nouvelle participation citoyenne dans l'Europe élargie, et d'autre part, aux ordonnancements latino-américains porteurs de l'esprit européen face à ses propres défis de paix et de développement.

Adriana Ruiz-Restrepo

BIBLIOGRAPHIE :

- Anne Muxel, Jeunes des années 90 : à la recherche d'une politique «sans étiquette » in « L'engagement politique » Perrineau, Presses de la FNSP, 1994
- Alain Lancelot, Que sais-je ? Les attitudes politiques, 1974, PUF, Paris

- Fernando Carrillo Florez Editor, Democracia en déficit, gobernabilidad y desarrollo en América Latina y el Caribe, BID, 2001, Washington
- Colombia 2000, Lo público una pregunta desde la sociedad civil, Memorias del V encuentro Iberoamericano del Tercer Sector, Bogotá 2001
- Philippe Braud, Sociologie Politique, 4e édition, L.G.D.J., 1998, Paris
- Revue Esprit, La démocratie par l'association, Juin 1978
- Luis Pasara et al., Justicia y sociedad Civil: el papel de la sociedad civil en la reforma judicial, Buenos Aires, 2003
- Lester Salomon, The rise of the nonprofit sector, in Foreign Affairs, Vol. 73, No. 4, 1994
- Courrier de la planète, UNESCO/ MOST, Société civile mondiale, la montée en puissance; Numéro 63 vol III, 2001
- Michel Doucin, La liberté associative dans le monde; le droit applicable aux associations et Organisations non gouvernementales dans 125 pays, Ministère des affaires étrangères
- Salamon, Lester M., Helmut K. Anheier, Regina List, Stefan Toepler, S. Wojciech Sokolowski and Associates, Global Civil Society: Dimensions of the Nonprofit Sector, Baltimore, Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project, 1999.
- CNVA, Avis sur les Associations et l'Europe, 5 octobre 1989, Paris
- Institut Européen du Loisir, CESCO-Technopôle METZ 2000, Le droit associatif européen, Actes du colloque du 26 octobre 1996
- Alain Lipietz - Vous avez dit " non-lucratives " in Après-demain n°428, novembre 2000
- Edith Archambault, Le secteur sans but lucratif : associations et fondations en France, Economica, 1996, Paris
- La vie associative, Revue Administration Numéro 176 de 1997, Paris
- Sybille Mertens, Nonprofit Organisations and Social Economy: Two Ways of Understanding the Third Sector in Annals of Public and Cooperative Economics, Blackwell Publishers, Ciriec International. Vol. 70. N° 3 September 1999
- J.-P. Deler et al. (Sous la direction), ONG et développement, société économie, politique, Editions Karthala, 1998, Paris
- Jean Bernard Marie, Les ONG : substituts du service public ou acteurs de la société civile ? in Services publics, solidarité et citoyenneté, L'harmattan, 1998, Paris
- Jean-Louis Laville, L'association : une liberté propre à la démocratie in Sociologie de l'association, Desclée De Brouwer, Paris
- Lionel Monnier et Bernard Thiry, Architecture et dynamique de l'intérêt général
- Conseil d'Etat, Rapport public 1999, L'intérêt général, études et documents No. 50
- Rodrigo Villar, El Tercer Sector en Colombia. Evolución, dimensión y tendencias, Confederación Colombiana de Organizaciones No gubernamentales, 2001, Bogota
- Adriana Ruiz-Restrepo, Estado y ONGs : estudio de una formula jurídica para un real aprovechamiento del capital humano, Universidad de los Andes, (Mémoire), 1995, Bogota
- ICNL, Anna Cynthia Oliveira Editora, Marco Regulador de las Organizaciones de la sociedad civil en Sudamérica, BID, PNUD, Washington, 1997
- Open Society Institute, Guidelines for laws affecting civil organizations, second edition, revised and enlarged, 2004, New York
- Jacques Chevalier, L'association entre public et privé in Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger. LGDJ vol 4, 1981 Paris
- Carlos Eduardo Maldonado, Derechos humanos, solidaridad y subsidiariedad, Editorial Temis, 2000, Bogota
- Sami Castro Les associations et l'économie sociale, Rencontre nationale en Région, Nîmes, 20 janvier 2001
- Eme Bernard - Laville Jean-Louis - Marechal Jean-Paul, Economie solidaire : illusion ou voie d'avenir ? (Contribution) <http://attac.fr/au743>
- OIT Recomendación 193 sobre la promoción de las cooperativas, Ginebra, 03-06-2002
- Mario M. Roitter, La Noción de Buen Vecino y la construcción de Ciudadanía Empresarial (Versión preliminar), II Encuentro de la Red Latinoamericana de ISTR Chile, 1999, CEDES Buenos Aires, 1999
- Carmen L. Aguilera de Herrera, Derecho cooperativo y asociativo, Universidad Santo Tomas, 1985, Bogota
- Alfredo A. Althaus, Tratado de derecho cooperativo, Editora Zeus; Rosario, Argentina 1977
- Juan Carlos Jaramillo Díaz, Entidades sin animo de lucro, características y aplicaciones del régimen tributario, Legis, 2004, Bogota
- Les rencontres de la Fondation de France, Droit et pratique des fondations au service de l'intérêt général, synthèse des débats, 28 avril 1994, Paris
- Université d'Angers, Faculté de droit, d'économie et des sciences sociales, L'activité désintéressée, réalité ou fiction juridique ?, Economica 1983, Paris
- Marie José Guedon (études coordonnés), Recherche sur la spécificité des associations comme mode de gestion du service public in Sur les services publics, Economica 1982, Paris
- Agence Judiciaire du Trésor, Les rapports entre l'état et les associations, collection : les dossiers juridiques
- Brigitte Clavagnier, Subventions et associations, Editions Juris Service, Lyon 1999

- Conseil d'Etat, Rapport public 2000, Les associations et la loi 1901, cent ans après, Etudes et documents No. 51
- Iziar y Maricel Sarmiento Torres, Contratación de las entidades sin ánimo de lucro, Ediciones Gustavo Ibáñez, 1997, Bogota
- Jacqueline Lorthiois, DIIES, Pour un développement local solidaire (entretien), Clémentine Frémontier/Eric Larpin / Agence Epices le 9 mars 1999.-Economie solidaire : illusion ou voie d'avenir ?
- Service Central de Prévention de la Corruption, Les dérives du monde associatif in Rapport d'activité pour l'année 2002, Paris

Friday 29th April 2005
Vendredi 29 avril 2005
9 h 00 - 11 h 00

Panels

- [Panels](#)
 - [Panel 1: Welfare and Religions in a European Perspectives \(WREP\)](#)
 - [Panel 2: The third sector and European Policy process \(TSEP\)](#)
 - [Panel 3: The third sector and childcare services \(TSFEPS\)](#)
 - [Panel 4: The socio-economic performance of social enterprises \(PERSE\)](#)
 - [Panel 5: Civil society and new forms of governance in Europe - The making of European citizenship \(CINEFOGO\)](#)
 - [Panel 6: Dilemmas, Discrepancies and Paradoxes of Non profit management](#)
 - [Panel 7: La recherche sur les associations: nouvelles perspectives pluridisciplinaires \(in French\)](#)

Panel 1: [Welfare and Religions in a European Perspectives \(WREP\)](#)

Amphithéâtre 1 (Gaston Planté), 2 rue Conté, Acces 35, Level 1

Chair: Eva JEPPSSON GRASSMAN, Stockholm University

- Anne Birgitta YEUNG, University of Helsinki, The preliminary findings of the Finnish case
- Per PETTERSSON, CTF Karlstad University Karlstad (Sweden), The preliminary findings of the Swedish case
- Effie FOKAS LSE, The preliminary findings of the Greek case
- Corinne VALASIK and Francois MABILLE, Catholic University of Paris, The preliminary findings of the French case
- Eva JEPPSSON GRASSMAN, Stockholm University, Concluding remarks: similarities & differences as well as challenges for future

WREP web site: <http://www.student.teol.uu.se/wrep/>

Panel 2: [The third sector and European Policy process \(TSEP\)](#)

Amphithéâtre 2 (Georges Friedmann), 2 rue Conté, Acces 33 Level 2

Chair: Jeremy KENDALL (London School of Economy, LSE)

- Catherine M. WILL, (LSE), The challenges of translation: exploring degrees of engagement of European third sectors with the Forum on the Future of Europe and European Convention
- Isabel CROWHURST, (LSE), The role of the third sector in the design and implementation of ESF Local Social Capital and Global Grants programs
- Taco BRANDSEN (Tilburg University), Birgit SITTERMANN, (Münster University), The Role of Third Sector Organizations within National Action Plans on Employment and Social Inclusion
- Jeremy KENDALL (LSE), Laurent FRAISSE, (LISE - CNAM/CNRS), The European Statute of Association: Why an obscure symbol in a sea of indifference?
- Simone BAGLIONI (University of Neuchâtel), The International Year of Volunteers and its impact on European third sectors

TSEP web site: <http://www.lse.ac.uk/collections/TSEP/>

Panel 3: The third sector and childcare services (TSFEPS)

Amphithéâtre 3 (Aimé Laussedat), 2 rue Conté, Accès 31, Level 3

Chair: Bernard EME and Laurent FRAISSE (LISE - CNAM/CNRS)

- Adalbert EVERS / Birgit RIEDEL, (Justus-Liebig-Universität Gießen), [*Governing diversity – conceptual and practical challenges illustrated by the example of the German child—care system*](#)
- Bernard EME and Laurent FRAISSE (LISE - CNAM/CNRS), La place du tiers secteur dans la diversification et la gouvernance locale des modes d'accueil de la petite enfance
- Stefania SABATINELLI, Alberta ANDREOTTI, (University Milan Bicocca), The third sector in the development of childcare services. The Italian case
- Johan VAMSTAD (Mid-Sweden University), [*Three welfare states and three modes of governance - A comparison of how participation in childcare politics is performed in three European countries*](#)
- Vincent LHUILLIER, (CERISIS-UCL, ESP-UHP), Les enjeux d'accès et d'équité dans les services d'accueil des jeunes enfants en Europe

TSFEPS web site: <http://www.emes.net/en/recherche/tsfeps/index.php>

Panel 4: The socio-economic performance of social enterprises (PERSE)

Salle des Conseils, René Mayer, 2 rue Conté, Accès 39, Level 1

Chair: Marthe NYSSSENS (Catholic University of Louvain-la-Neuve)

- Marthe NYSSSENS, [*Social Enterprises between Market, Public Policies and Community : an European Comparative Analysis*](#)

- Andreas D. SCHULZ (Justus Liebig University), Ingo BODE, Adalbert EVERS (Justus Liebig University), [*Where do we go from here? The Unfinished Story of Relations between Social Enterprises and Public Policies in Germany*](#)
- Isabel VIDAL, (CIES), [*Social Enterprises with Weak Public Support: The Case of Spain*](#)
- Yohanan STRYJAN, (Södertörns Högskola), Which Place for Swedish Social Enterprises in an Universal Welfare State Model?

PERSE web site: <http://www.emes.net/en/recherche/perse/index.php>

Panel 5: [Civil society and new forms of governance in Europe - The making of European citizenship \(CINEFOGO\)](#)

Amphithéâtre Paul Painlevé, 292 rue Saint-Martin, Acces 1, Level - 1

- Lars HULGÅRD, Presentation of CINEFOGO
- Víctor PÉREZ-DÍAZ, Civil Society and European Democracy – A Broad Conception of Civil Society
- Adalbert EVERS, Active Citizenship and Participation in Relation to Social Protection
- Thomas P. BOJE, The Importance of Volunteering for the Welfare Society

Panel 6: [Dilemmas, Discrepancies and Paradoxes of Non profit management](#)

Amphithéâtre Y, Jean-Baptiste Say, 292 rue Saint-Martin, Acces 1 Level - 1

Chair: Jill MORDAUNT (Open University Business School)

- Rob PATON, Challenges of leadership in social enterprises
- Jill MORDAUNT, Why Boards find accountability different?
- Julia BURNETT

Panel 7: La recherche sur les associations: nouvelles perspectives pluridisciplinaires (in French)

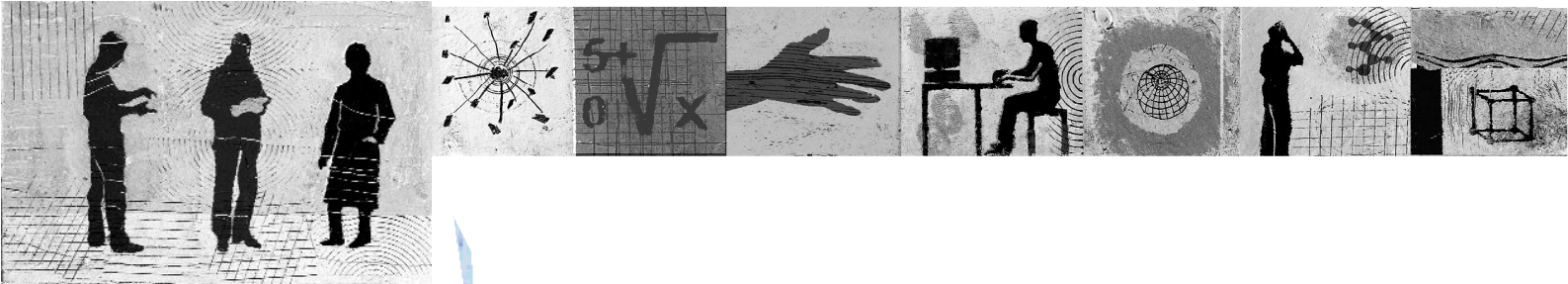
Amphithéâtre Z, Robert Faure, 292 rue Saint-Martin, Acces 1, Level - 1

Chair: Patrick GILBERT (IAE de Paris), Laurent GARDIN (LISE - CNAM/CNRS)

- François ROUSSEAU (PREG- Ecole Polytechnique/CNRS), [*L'organisation militante*](#)
- Jean-François DRAPERI (CNAM), [*Pour l'économie sociale*](#)
- Jean-Pierre BRÉCHET, Nathalie SCHIEB-BIENFAIT, Caroline URBAIN: [*La construction de la concurrence, Projets des acteurs et régulations dans l'univers des services à domicile aux personnes âgées*](#)
- Adriana RUIZ-RESTREPO, [*Le rôle du droit dans le tiers secteur*](#)

- Sophie RIEUNIER (Gregor/IAE de Paris), [*Comment faire face à la maturité du marché de la collecte de fonds pour une association de solidarité ?*](#)
- Philippe EYNAUD (Gregor/IAE de Paris), [*Le facteur technologique dans la gouvernance associative*](#)

First European conference of EMES and ISTR



Concepts of the third-sector The European debate

Civil Society, Voluntary Organizations, Social and Solidarity-Based Economy

**First European conference
Of
ISTR and Emes**

preliminary programme

**April 27-28-29, 2005
Cnam, Paris, France**

with the support of



Education and Culture



Location

The conference will take place in the very centre of Paris. The venue will be the Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) – a well-renowned University, founded during the French Revolution in order to democratise access to knowledge and learning.

Rationale

As countries across the world look for new ways of tackling economic development, social welfare and civil renewal, the third sector has come under the spotlight as never before. Leading researchers in the US have signalled a Global Associational Revolution, with an unprecedented growth of organizations that lie in the space between public and private. In Europe we call these organizations by many different names. Terms like the social economy, civil society, the voluntary sector, co-operatives, mutuals, associations all draw attention to different roles that these organizations can play and the different values that inspire them. But what is the future role for these organizations in an enlarged Europe? Do we have a common understanding across Europe of what they contribute and what drives them? Do they constitute a sector with a distinctive rationale? Is there one single or coherent European model or are there several different models across Europe?

We invite you to participate in the first European conference to be jointly hosted by ISTR and EMES. The aim of the conference is to bring together researchers from all over Europe as well as elsewhere who work in this field and to offer the space for an open debate between different research streams, different disciplines and different national contexts. It will provide a forum for scholars and practitioners to exchange ideas about the present and future of civic Europe engagement and citizenship, voluntarism, association and mutuality, the social and solidarity-based economy and to discuss the complexity of operating in a territory between public and private. We hope it will highlight new areas of enquiry and encourage new theoretical and empirical insights.

Conference Highlights

Keynote speakers (To be completed soon)

Nicholas Deakin is Visiting Professor at the London School of Economics Centre for Civil Society. Seen by many as one of the architects of the Compact between the voluntary and community sector and government in the UK, he chaired the influential Commission on the Future of the Voluntary Sector in the mid 1990s and has also written widely on civil society, social policy and public administration. He has worked in central and local government in the UK, as well as in academia and has been involved as Chair or Board member of several third sector organizations and partnership organizations.

(Translation in french and in english)

Plenary-debates

The conference will start and end with plenary sessions, which will debate on some of the key issues facing the third sector in Europe today. The debates will each be introduced briefly with two five-minute contributions and then opened to conference participants:

1. Voluntary sector or social economy: competing or complementary concepts?
2. Civil society: framework or 'catch all'?
3. The third sector: active partner or servant of state and market?
4. An European model or separate welfare regimes?
5. Do Central and Eastern Europe offer different prospects for the third sector?
6. Does the EU have a policy for the third sector? Should it have?

(Translation in french and in english)

Parallel sessions

The second day will consists of parallel paper sessions and research workshops organised around seven themes:

1. Different welfare regimes and traditions of third sector development in Europe
2. Third sector organizations in partnership and new forms of governance
3. Building civil society and social capital
4. Social enterprises, the social and solidarity-based economy
5. Management, organizational and entrepreneurial perspectives
6. The third sector and social welfare
7. The process of building Europe and the third sector

Panels

The third day will open with panels which will present current EU research projects on the third sector, a forthcoming EU-network of excellence plus a further panel on research issues in french. These will cover:

1. Welfare and religion in European perspective
2. The European Union and the third sector
3. The third sector in the local governance of childcare services
4. The socio-economic performance of social enterprises in the field of integration by work (PERSE)
5. Civil society and new forms of governance in Europe
6. The making of European citizenship (CINEFOGO).
7. Dilemmas, discrepancies and paradoxes of non-profit management
8. La recherche sur les associations : nouvelles perspectives pluridisciplinaires *(in french)*.

Wednesday 27th April 2005

- 1:30 pm. Welcome
- 2:00 Plenary session
Pr. Nicholas Deakin
- 3:15 Coffee
- 3:45 Plenary session
Mini-debates
- 5: 45 Close

Evening

Drinks reception at the Musée des Arts et des Techniques

Thursday 28th April 2005

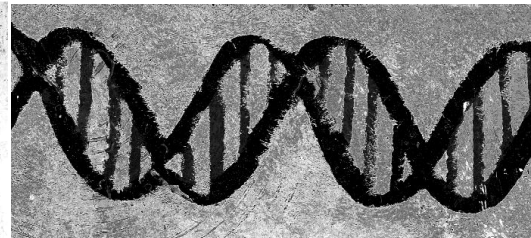
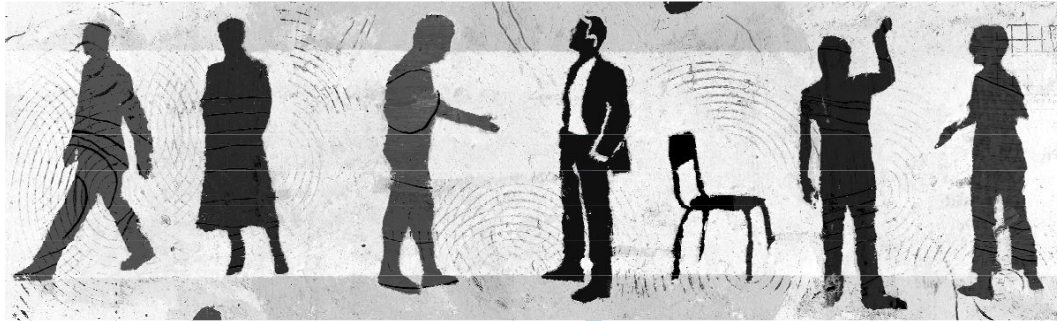
- 9:00 Parallel sessions A
- 10:45 Coffee
- 11:15 Parallel sessions B
- 1:00 Lunch
- 2:15 Parallel sessions C
- 4:00 Tea
- 4:30 Parallel sessions D
and research workshops
- 6:15 Close
- 8:00 Bateau Mouche: dinner
and excursion on the
Seine; a chance to view
Paris by night.

Friday 29th April 2005

- 9:00 Panel sessions
- 11:00 Coffee
- 11:30 Plenary session
Mini-debates
Closing keynote speaker
(To be completed soon)
- 1:30 Close

Evening events

Conference participants are invited to two evening events, which are included in the conference fee. These are: 27th April: a cocktail reception on the to be hosted by the Musée des Arts et des Techniques; 28th April: dinner and a trip along the Seine on the Bateau Mouche.



Emes and ISTR

The EMES network owes its name to its first research programme, on "The Emergence of Social Enterprises in Europe". More generally, this network of researchers studies socio-economic and socio-political aspects of organizations in the civil society that are debated under such terms as: the third sector, the social economy, the civil and solidarity-based economy, voluntary organizations and social enterprises. University research centers working in this field have combined their efforts so as to gradually build up an European corpus of theoretical and empirical knowledge. This entails as well an ongoing dialogue with researchers working in similar areas in other regions across the world as well as with European Union representatives.

ISTR is the major international membership association and recognized leader promoting research and education in the fields of civil society, philanthropy, voluntarism and the non-profit sector. It publishes an interdisciplinary journal, *Voluntas*, the *International Journal of Voluntary and Non-Profit Organizations*, with articles that introduce new topics and reviews for discussion, present theoretical and empirical work, and provides critical commentary on research and policy. The on-line Membership Directory provides member contact information and includes research interests and activities, and recent publications. In addition, a quarterly newsletter, *Inside ISTR*, and occasional issues of *ISTR Report*, provide information about research and events as well as highlighting thematic and regional Third Sector topic of interest.

Accommodation

List of recommended hotels is available on the conference website www.crida-fr.org. Be careful: We selected some rooms in different hotel categories. You must book these rooms imperatively before the deadline mentioned in the list of accommodations.

Registration information

Fees	By March 30,	After March 30,
	2005	2005
Ph students, Eastern and Central Europe participants	100 €	150 €
ISTR or Emes Member	250 €	300 €
Non-member	450 €	500 €

Registration fees cover all materials, a complete programme including conference abstracts, two lunches, two dinner receptions and conference working papers volume (to be published on-line).

Registration Procedures

All registration requests must be made using the registration form on the conference website. One form per participant. The form may be duplicated.

Registration forms must be accompanied by payment of registration fees. Registration forms will not be considered unless accompanied by payment.

Registration forms and payment should be mailed or faxed to the CRIDA secretariat.

At least one author per submission must register for the conference by March 30, 2005 to have their presentation scheduled in the conference programme.

The registration deadline is for reduced fees is march 30, 2005.

Terms of Payment Credit card: Visa, EuroCard or MasterCard
Check or money order in Euros. Payable to CRIDA.

Confirmation

Confirmation of your conference registration will be sent by e-mail or fax within 15 days of receipt.

Cancellation

Written notification of cancellation should be sent by letter or fax to the CRIDA Secretariat. 50 € administrative fee will be charged for cancellations before March 30, 2005. There will be no refunds after March 30, 2005.

CRIDA, ISTR - Emes conference
2 passage Flourens, 75017 Paris, France
fax : 33 (0) 1 40 25 10 81, e-mail : emes.istr2005@iresco.fr
www.crida-fr.org